



Le massacre des populations tchadiennes par les groupes armés depuis la Transition de 2021 à 2023

Actualité législative publié le 06/09/2023, vu 1249 fois, Auteur : [JURISAO](#)

Cet article présente un bref aperçu des violations des droits humains au Tchad par les groupes armés (militaires et bandits) depuis le début de la période de la transition du 21 avril 2021.

La mort subite du Maréchal du Tchad au front contre les rebelles du FACT (Front d'Alternance pour la Concorde au Tchad) en date du 20 Avril 2021[1] a ouvert le bal à une kermesse de désordre institutionnel et humanitaire au Tchad. Le désordre institutionnel est sans aucune ombre de doute la dissolution des institutions de la République à l'instar du Gouvernement et du Parlement et en même temps de la Constitution.

Un Conseil Militaire de Transition sera mis en place par le Décret N° 001/CMT/PCMT/2021 Portant désignation des membres d'un Conseil Militaire de Transition composé de 15 Généraux. Le rôle des Membres du Conseil Militaire de Transition en dehors de son Président ainsi que le du Général de brigade Azem Bermandoa Agouna qui était désigné comme étant le porte-parole. Le CMT sera dissous à l'issue du Dialogue National Inclusif et Souverain qui sera qualifié de très exclusif[2] par les principaux acteurs politiques (Les Transformateurs) et politico-militaires (FACT) ainsi que des mouvements citoyens (Wakit Tama) qui ont exigé des garanties jugées inacceptables par le CMT. Parmi ces garanties, nous pouvons citer entre autres : la libération des détenus de guerre e les prisonniers politiques, l'inéligibilité aux futures élections du PCMT et des instances dirigeantes de la transition.

Une semaine après la mort du Maréchal du Tchad Idriss Deby Itno, une manifestation pacifique a été annoncée le 27 avril 2021 par les organisations de la société civile contre la prise de pouvoir du conseil Militaire de Transition.[3] Le bilan de la répression de cette manifestation pacifique s'élève à au moins cinq personnes[4] et plus de 700 arrestations selon Marta Hurtado, le Porte Parole du Haut Commissariat des Nations Unies[5] lors d'un point de presse à Genève.

S'ensuivront alors une séries de répressions et massacres menées aussi bien par l'armée (I) que par les groupes armés non identifiés (II) un peu partout dans le pays.

I- Les massacres liés aux conflits intercommunautaires

Selon Souapibé Pabamé Sougnabe, « les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Tchad en général et dans la zone méridionale en particulier sont devenus très fréquents ces dernières années. Ces conflits qui dans la plupart des cas trouvent leurs origines dans la gestion des ressources naturelles et de l'espace, ne laissent personne indifférent tant les dégâts sont impressionnants. Malheureusement les causes de ces conflits ne sont pas clairement identifiées et peu de travaux de terrains sont disponibles pour documenter ce fait de société. A partir d'une étude menée dans plusieurs cantons du Moyen-Chari et du Mayo-Kebbi, il ressort plusieurs points qui méritent d'être discuté. Beaucoup d'écrits ont montré que les conflits dans ces régions sont

due aux perturbations climatiques, à la poussée démographique et à la pression foncière. Cependant, l'étude comparée des causes du conflit dans les deux régions montre assez bien que la persistance des conflits dans la zone soudanienne est provoquée surtout par l'arrivée brusque et massive des troupeaux dans une région à tradition agricole et par les mauvaises gestions de ces conflits. »[6]

Si l'on prend en compte la date d'avril 2022 à nos jours, plus d'une vingtaine de massacres et enlèvements ont eu lieu dans le sud du pays et les agriculteurs sont ceux qui paient le plus lourd tribut. Ces derniers accusent les autorités administratives de fournir des armes à feu aux éleveurs. [7]

En mi 2023, les massacres entre éleveurs et agriculteurs a pris une telle ampleur que le Président de la Transition de la Transition était obligé de faire une tournée aussi bien dans le Nord du pays que dans le Sud pour prouver à ses détracteurs qu'il maîtrise bel et bien la situation.[8]

L'Est du Tchad est aussi souvent le théâtre des conflits agriculteurs-éleveurs qui trouble la paix sociale au point où les autorités ont de la peine à les contenir. [9] En effet, la prolifération des armes à feu dans cette région tend à amplifier les tensions.

A côté de ces massacres liés aux conflits, nous avons les massacres perpétrés par l'armée pour réprimer les différentes manifestations pacifiques aussi bien par les autorités locales que les putshistes.*

II. Les massacres liés aux répressions des marches pacifiques

1. Les massacres d'Abéché

Selon Human Rights Watch et la Convention Tchadienne pour la Défense des Droits de l'Homme (CTDDH)[10], les forces de sécurité tchadiennes ont tué au moins 13 personnes, dont un enfant de 12 ans à Abéché, dans la province de Ouaddaï, les 24 et 25 janvier dernier, ont blessé plus de 80 autres et arrêté plus de 200 autres.[11]

Selon Human Rights Watch, « le 24 janvier, les forces de sécurité ont violemment dispersé des milliers de manifestants pacifiques qui étaient descendus dans la rue, sur la route allant du lycée Mahamat Yacoub Dobio à la place de l'Indépendance. Les manifestants protestaient contre le projet d'intronisation d'un nouveau chef de canton issu de la communauté ethnique Bani Halba à Abéché, une ville où réside un chef traditionnel appelé sultan. Le sultan est issu de la communauté ouaddaïenne. Les soldats ont tué trois personnes et blessé au moins 80 autres. Le 25 janvier, pendant l'enterrement au cimetière de Tago Zagalo de ceux qui avaient été tués la veille, des soldats ont une fois de plus tiré à balles réelles, sans discernement, tuant 10 autres personnes et blessant au moins 40 autres. »

Les militaires qui ont réprimé la manifestation appartiennent au corps de l'armée Nationale et à la Force Mixte tchado-soudanaise.

2. Les massacres d'Octobre 2022

Le 20 octobre 2022, les jeunes sont sortis massivement contre la prolongation de deux ans de la transition du général Mahamat Idriss Deby Itno qui a été désigné chef du Conseil Militaire de la Transition à la mort du Maréchal du Tchad Idriss Deby Itno.

Le 27 avril 2021, Conseil militaire de Transition avait promis de diriger le pays pendant 18 mois[12] au cours desquels il organiserait un dialogue national souverain alors que les manifestants sont sortis en masse pour refuser une transmission dynastique du pouvoir.

A la fin de la période des 18 mois de Transition, un dialogue National inclusif et Souverain a été organisé. Le Dialogue National Inclusif a produit plusieurs recommandations parmi lesquelles la prolongation de la durée de la transition pour une durée de deux années[13].

Le 10 Octobre 2022, le général Mahamat Idriss prête serment pour diriger une transition de deux années à l'issue desquelles une élection libre et transparente serait organisée.[14]

Le 20 octobre 2022, une manifestation pacifique a été organisée à Ndjamena, Moundou et Koumra pour protester contre la prolongation de la Transition. Selon les sources officielles, les manifestations ont abouti à une cinquantaine de morts et au moins 600 blessés.[15]

J'estime que ce chiffre est au-delà de ce qui est annoncé et il n'y avait pas que les manifestants qui étaient tués mais des paisibles citoyens qui étaient devant chez eux comme le Journaliste Oredjé Narcisse. Pire, les militaires ont fait des incursions dans les maisons après minuit pour y enlever des supposés partisans du Parti Les Transformateurs.

Le 20 octobre, le département d'État américain a émis un communiqué[16] dans lequel il condamne « *l'attaque qui s'est produite devant le portail principal de l'ambassade des États-Unis, dans laquelle des assaillants en civil à bord de véhicules privés ont franchi les postes de contrôle policiers et ont tué quatre personnes.* »

Le 21 octobre 2022, vers 02 heures du matin, des hommes armés ont fait irruption chez mon défunt père où se tenaient les funérailles de mon cousin Djeria Arnaud. Ils ont procédé à l'arrestation arbitraire et sans mandat d'arrêts de trois de mes cousins germains dont Théodore Diontilo qui sera torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive. Son corps sera récupéré le 26 octobre 2022 par la famille pour être. Théodore n'était pas engagé en politique et ne faisait pas partie des manifestants. Son seul tort a été de vivre dans un quartier 7^e arrondissement acquis à l'opposition.

Un membre des Transformateurs, le principal parti d'opposition, a affirmé à Human Rights Watch : « *nous n'étions pas armés. Nous avons lancé des pierres, oui, mais même avant que des pierres ne soient lancées, on [les forces de sécurité] nous avait tiré dessus.* »[17]

Les arrestations vont se multiplier et les organisations des Droits Humains estiment à plus de 1300 arrestations arbitraires en tenant compte du décompte des personnes qui ont été enlevées à domicile.[18] Six mois après la répression sanglante de manifestations au Tchad, l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) et la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) publient un rapport d'enquête « **Ils ont enlevé trois de mes fils** » qui documente l'usage planifié et disproportionné de la force armée, la traque des opposants, les disparitions forcées et les déportations massives vers des lieux de détention où la torture a été pratiquée.

Au micro de RFI, Dobian Assingar, représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) : « *Nous sommes débordés par les témoignages des parents au niveau de Moussoro [une ville située sur la route entre Ndjamena et Koro Toro, ndlr]. Ils ont aperçu plusieurs véhicules transportant entre 500 et 1 000 personnes en train d'être déportées vers une destination inconnue en violation de tous les droits nationaux et internationaux ratifiés par le Tchad. Est-ce que nous sommes devenus un État voyou ?* »[19]

[1] Le monde, [Idriss Déby, président du Tchad, est mort des suites de ses blessures « sur le champ de bataille », selon l'armée \(lemonde.fr\)](#), 20 avril 2021

[2] United States Institute of Peace, Le Dialogue National au Tchad se Termine dans un Contexte d'Incertitudes pour la Transition, Des questions sur l'inclusivité du processus se posent au moment où le Tchad entame la réforme constitutionnelle et les élections, 12 Octobre 2022 [Le Dialogue National au Tchad se Termine dans un Contexte d'Incertitudes pour la Transition | United States Institute of Peace \(usip.org\)](#)

[3] France 24, [Tchad : plusieurs morts dans des manifestations d'opposition à la junte \(france24.com\)](#), 27 avril 2021

[4] RFI, [Manifestations au Tchad: retour sur une journée de contestation et de répression \(rfi.fr\)](#), 27 avril 2021

[5] ONU INFOS, [Tchad : l'ONU appelle l'armée à ne pas recourir à la force contre les manifestants pacifiques | ONU Info \(un.org\)](#), 30 avril 2021

[6] Souapibé Pabamé Sougnabe. Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad : une étude comparée de deux régions : Moyen-Chari et Mayo-Kebbi. 2003, 8 p. [?hal-00136995?](#)

[7] Journal Le Pays Tchad, De dizaines de morts et des cases brûlées à Léo Mbaya, 10 aout 2022, [De dizaines de morts et des cases brûlées à Léo Mbaya - Journal Le Pays | Tchad \(lepayschad.com\)](#)

[8] Jeune Afrique, Au Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno contrôle-t-il encore le Sud ?, 23 mai 2023 ; [Au Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno contrôle-t-il encore le Sud ? – Jeune Afrique](#)

[9] Rfi, Les affrontements entre éleveurs et paysans essaient dans l'est du Tchad ; 21 mai 2019

[10] Human Rights Watch, Tchad : Tirs mortels par des forces de sécurité dans l'est du pays ; 9 mars 2022 [Tchad : Tirs mortels par des forces de sécurité dans l'est du pays | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

[11] RFI, Tchad, à Abéché, un bilan des manifestations qui ne cesse de s'alourdir, 28 janvier 2022 [Tchad, à Abéché, un bilan des manifestations qui ne cesse de s'alourdir \(rfi.fr\)](#)

[12] BBC News, Mahamat Déby Itno: premier discours à la nation dans un contexte de troubles, 27 avril 2021 [Mahamat Déby Itno: premier discours à la nation dans un contexte de troubles - BBC News Afrique](#)

[13] France 24 ; Tchad : Mahamat Idriss Déby, président d'une "transition" prolongée de deux ans ; 9 octobre 2022,

[Tchad : Mahamat Idriss Déby, président d'une "transition" prolongée de deux ans \(france24.com\)](#)

[14] BBC News, Le chef militaire tchadien prête serment pour un mandat de deux ans de transition, 10 octobre 2022 [Mahamat Idriss Deby : le chef militaire tchadien a fini de prêter serment pour une transition de deux ans - BBC News Afrique](#)

[15] Le Monde, Tchad : au moins cinquante morts lors de heurts entre policiers et manifestants, 20 octobre 2022, [Tchad : au moins cinquante morts lors de heurts entre policiers et manifestants \(lemonde.fr\)](#)

[16] US Department of State, On Supporting a Peaceful Transition in Chad, 20 octobre 2022 [On Supporting a Peaceful Transition in Chad - United States Department of State](#)

[17] Human Rights Watch, Tchad : De nombreux manifestants tués et blessés, 26 octobre 2022 [Tchad : De nombreux manifestants tués et blessés | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

[18] OMCT, Tchad : Un rapport dénonce l'exécution, la disparition, et la torture de manifestants, 26 avril 2023, [OMCT | Tchad : Un rapport dénonce l'exécution, la disparition, et la...](#)

[19] Rfi, Tchad: une ONG alerte sur des centaines de «déportations» après les manifestations meurtrières, 23 octobre 2022 [Tchad: une ONG alerte sur des centaines de «déportations» après les manifestations meurtrières \(rfi.fr\)](#)